

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/DSB/M/1**

28 février 1995

(95-0417)

**Organe de règlement des différends  
10 février 1995**

## COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 10 février 1995

Président par intérim: M. Peter D. Sutherland

Page

### Sommaire:

1.	Règlement intérieur des réunions de l'Organe de règlement des différends	1
2.	Code d'éthique	2
3.	Organe d'appel	3
a)	Etablissement de l'Organe d'appel	3
b)	Procédures pour la désignation des membres de l'Organe d'appel	3
4.	Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux	5
5.	Malaisie - Prohibition des importations de polyéthylène et de polypropylène	6
-	Recours de Singapour à l'article XXIII:1 du GATT de 1994	6
6.	Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules	7
-	Demande de consultations avec les Etats-Unis présentée par le Venezuela au titre de l'article XXIII:1 du GATT de 1994	7
1.	<u>Règlement intérieur des réunions de l'Organe de règlement des différends (PC/IPL/9)</u>	

Le Président a rappelé que, conformément à l'article IV:3 de l'Accord instituant l'OMC, l'Organe de règlement des différends (ORD) "établira le règlement intérieur qu'il jugera nécessaire pour s'acquitter de [ses] fonctions". A ce sujet, il a appelé l'attention sur le document PC/IPL/9 qui contenait les règlements intérieurs des sessions de la Conférence ministérielle et des réunions du Conseil général, de l'Organe de règlement des différends et de l'Organe d'examen des politiques commerciales. S'agissant de l'Organe de règlement des différends, le document susmentionné indiquait que, lorsque le Conseil général se réunirait en tant qu'Organe de règlement des différends, il suivrait le règlement intérieur des réunions du Conseil général, sous réserve des dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends ou des règles spécifiques applicables à l'ORD figurant dans le document PC/IPL/9. Le Président a rappelé également que le Conseil général avait approuvé son règlement intérieur à sa

première réunion, en janvier 1995, en laissant à régler deux questions qui faisaient l'objet de nouvelles consultations.<sup>1</sup> Ces questions, qui concernaient le Président et les Vice-Présidents et la participation d'organisations internationales en qualité d'observateurs à l'OMC, intéressaient également le règlement intérieur de l'ORD. Le Président a proposé que l'ORD adopte le règlement intérieur figurant dans le document PC/IPL/9 à l'exception des questions qui étaient encore entre crochets et sur lesquelles l'Organe de règlement reviendrait lorsqu'elles auraient fait l'objet d'un accord.

L'Organe de règlement des différends en est ainsi convenu.

Le représentant des Etats-Unis a dit qu'une décision sur le statut d'observateur des organisations internationales ne devrait pas comporter de détermination définitive sur le point de savoir quelles organisations seraient autorisées à participer aux activités de l'ORD. Il était important de ne pas fermer la porte, à tous les niveaux, à la participation d'autres organisations, en particulier lorsqu'un différend soulevait des questions pour lesquelles d'autres organisations avaient une compétence spéciale ou un intérêt spécial en raison de l'incidence potentielle sur des accords qu'elles administraient. L'ORD devrait pouvoir inviter d'autres organisations, cas par cas, de manière à ne pas renoncer automatiquement aux avantages potentiels liés à leur participation à ses réunions.

L'Organe de règlement des différends a pris note de la déclaration.

2. Code d'éthique (PC/R, paragraphe 50)

Le Président a rappelé que, comme cela était indiqué dans le document PC/R, paragraphe 50, le Comité préparatoire avait soumis à l'OMC les travaux réalisés au sujet du projet de règles de conduite pour le Mémoire d'accord sur les règles et procédures de règlement des différends, tels qu'ils résultaient des consultations informelles menées sur la question, pour qu'ils servent de base aux travaux futurs. Le Conseil général avait ensuite, à sa réunion de janvier, soumis cette question à l'Organe de règlement des différends pour examen.

M. Trainor, au nom de M. Armstrong (Nouvelle-Zélande), a présenté un rapport sur l'état d'avancement des travaux accomplis au cours des consultations informelles. Il a rappelé qu'à la réunion du Conseil général de janvier, à l'occasion de l'adoption du rapport du Comité préparatoire, un certain nombre de questions avaient été portées devant les organes compétents de l'OMC pour que ceux-ci supervisent la poursuite des travaux. Afin de maintenir la dynamique des consultations informelles de 1994, de nouvelles consultations informelles, ouvertes aux délégations intéressées, avaient eu lieu sous la présidence de M. Armstrong les 25 janvier et 1er février 1995. Les débats avaient été constructifs et de nouveaux progrès avaient été accomplis en vue de l'établissement d'un texte qui pourrait faire l'objet d'un consensus. M. Armstrong avait l'intention de procéder à de nouvelles consultations pendant les semaines commençant les 20 et 27 février 1995.

Le Président a alors proposé que l'Organe de règlement des différends invite M. Armstrong à poursuivre les consultations informelles en vue d'établir un projet final de code d'éthique pour examen par l'ORD avant le 24 mars 1995.

Le représentant des Etats-Unis a dit que son pays était reconnaissant aux autres délégations du temps et de l'attention qu'elles consacraient à cette question. L'objectif était d'élaborer des procédures qui instaурeraient la confiance dans l'intégrité et l'impartialité du système de règlement des différends de l'OMC. De l'avis des Etats-Unis, chaque Membre de l'OMC avait un important enjeu dans ce système, qui était l'une des réalisations majeures du Cycle d'Uruguay. Par conséquent, étant donné

---

<sup>1</sup>Le règlement adopté par le Conseil général à sa réunion de janvier 1995 a été distribué par la suite sous la cote WT/L/28.

que l'on avait adopté un système de règlement des différends unifié et qu'il y avait de très fortes chances que le nombre et la complexité des différends augmentent, le groupe de personnes désignées pour faire partie des groupes spéciaux devrait être considérablement élargi et ne pas comprendre que des personnes appartenant aux missions établies à Genève d'où venaient traditionnellement les membres des groupes spéciaux. Il était plus probable que des experts non gouvernementaux, par exemple dans les domaines des droits de propriété intellectuelle et des services, feraient partie des groupes spéciaux. L'intervenant a fait observer également que, en vertu du système de règlement des différends de l'OMC, de nouvelles personnes interviendraient et de nouveaux types de conflits se produiraient. En vertu du système du GATT de 1947, les rapports des groupes spéciaux devaient être examinés et adoptés par le Conseil du GATT, ce qui contribuait à contrebalancer les faiblesses du système. Le système de règlement des différends de l'OMC représentait une amélioration notable par rapport à l'ancien système, mais la forte probabilité que les rapports des groupes spéciaux seraient adoptés par l'ORD pouvait susciter des inquiétudes dans certains milieux. L'application d'un code d'éthique pour les membres des groupes spéciaux, les membres de l'Organe d'appel et les conseillers intervenant dans le processus de règlement des différends était un moyen d'instaurer la confiance dans le système. Les Etats-Unis étaient fermement résolus à parvenir à un accord sur un code d'éthique. A cet égard, il serait utile de fixer un délai pour les travaux afin de faire avancer les choses, mais on jugerait en fin de compte du succès de cette initiative d'après le résultat du processus et non d'après le processus lui-même. Les Etats-Unis travailleraient avec les autres délégations dans le délai proposé et verraient les progrès qui pourraient être accomplis alors.

Le représentant de l'Inde a rappelé que son pays participait aux consultations informelles menées par M. Armstrong. Il n'a pas contesté les larges objectifs visés, qui étaient d'assurer l'impartialité absolue des personnes intervenant dans le processus de règlement des différends à divers niveaux, mais il était quelque peu préoccupé par la façon dont on avait cherché à atteindre ces objectifs. L'Inde continuerait à coopérer dans le cadre des consultations futures en vue d'arriver à un consensus sur la question.

L'Organe de règlement des différends a pris note des déclarations et est convenu que M. Armstrong poursuivrait les consultations informelles en vue d'établir un projet final de code d'éthique pour examen par l'Organe de règlement des différends le 24 mars 1995 au plus tard.

3. Organe d'appel (PC/IPL/13)

a) Etablissement de l'Organe d'appel

Le Président a rappelé que, conformément à l'article 17:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, "un organe d'appel permanent sera institué par l'ORD". Il a rappelé également que le Comité préparatoire avait approuvé les recommandations sur l'établissement de l'Organe d'appel figurant dans le document PC/IPL/13 et était convenu de les transmettre à l'OMC pour qu'elle y donne suite, selon qu'il conviendrait. Le Conseil général avait ensuite, à sa réunion de janvier 1995, porté la question devant l'Organe de règlement des différends pour examen. Le Président a proposé que l'Organe de règlement des différends institue l'Organe d'appel.

L'Organe de règlement des différends en est ainsi convenu.

b) Procédures pour la désignation des membres de l'Organe d'appel

Le Président a appelé l'attention sur le document PC/IPL/13 dans lequel figuraient les procédures pour la désignation des membres de l'Organe d'appel. Il a proposé que l'Organe de règlement des différends convienne du calendrier ci-après: i) les gouvernements suggéreront des candidats pour l'Organe d'appel au plus tard le 24 mars 1995. Ces suggestions devraient être adressées au Directeur général de l'OMC; ii) le Directeur général, le Président de l'Organe de règlement des différends,

le Président du Conseil général et les Présidents des Conseils du commerce des marchandises, du commerce des services et des ADPIC examineraient ces suggestions. Après des consultations appropriées, une proposition sur la composition de l'Organe d'appel serait soumise à l'Organe de règlement des différends pour la mi-mai 1995.

Le représentant des Etats-Unis a dit que le gouvernement de son pays était favorable à l'idée d'établir un processus pour le choix des membres de l'Organe d'appel et de le rendre opérationnel. La procédure à suivre pour proposer des candidats potentiels et en établir la liste devait être détaillée. Il apparaissait que, de l'avis général, l'Organe d'appel ne devrait être opérationnel que vers la fin de 1995. En conséquence, il faudrait ménager le temps nécessaire pour établir la meilleure liste possible de candidats. Les Etats-Unis travailleraient avec les autres délégations sur la base du délai fixé par le Président, mais ils ont demandé instamment que l'Organe de règlement des différends conserve la flexibilité nécessaire pour adapter le calendrier lorsque la fin du délai approcherait. Cela éviterait de laisser peut-être de côté certains des candidats potentiels les mieux qualifiés parce que leur candidature n'aurait pas paru immédiatement évidente. L'Organe d'appel aurait intérêt à ce qu'il y ait des candidats ayant des qualifications très diverses pour garantir un examen objectif des appels dont il aurait à connaître. A cet égard, les personnes ayant des compétences juridiques devraient être prises en considération au moins aussi sérieusement que celles qui intervenaient directement dans les travaux et les négociations du GATT.

L'intervenant s'est également préoccupé du processus que le Secrétariat avait déjà engagé pour recruter le personnel de soutien. Premièrement, il a rappelé qu'il avait été convenu que le personnel de soutien de l'Organe d'appel serait entièrement indépendant du Secrétariat. Par conséquent, le Secrétariat ne devrait pas intervenir dans le processus d'interview et de sélection du personnel. Des avis de vacance étaient parus et c'était un point positif. Toutefois, les Etats-Unis demandaient instamment au Secrétariat d'annoncer les postes concernant l'Organe d'appel dans des revues et des journaux internationaux afin qu'un bon groupe de candidats se dégage. La recommandation du Comité préparatoire précisait que le personnel devait être recruté par le Directeur général en consultation avec le Président de l'Organe de règlement des différends. Deuxièmement, l'indépendance du personnel de l'Organe d'appel devait être maintenue non seulement à l'égard du Secrétariat, mais aussi à l'égard des gouvernements Membres. A cet égard, l'intervenant a noté que des personnes ne devaient pas faire partie du personnel de l'Organe d'appel si elles étaient fonctionnaires d'un gouvernement Membre en congé ou "prêtées" par un gouvernement Membre.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a estimé lui aussi qu'il était important, lorsque l'on étudiait la composition de l'Organe d'appel, de prendre en considération la question de l'expérience juridique de ses membres. Pour que l'Organe d'appel soit pleinement à même de s'acquitter de ses fonctions juridiques, l'expérience juridique dans le domaine du GATT était importante.

Le représentant des Communautés européennes a souligné que l'Organe d'appel devait avoir une solide expérience juridique ainsi qu'une expérience dans le domaine du commerce international pour assurer un bon équilibre entre ces deux types d'expérience. Il a approuvé le calendrier suggéré pour la désignation des candidats à l'Organe d'appel. Il ne fallait pas laisser passer trop de temps. Il était nécessaire, comme les Etats-Unis l'avaient indiqué, de faire en sorte que les meilleurs experts disponibles puissent être choisis, mais en même temps, si l'on ne prévoyait pas de délai, les Membres se trouveraient face à une situation dans laquelle le nombre d'excellents candidats serait trop grand - plus grand que ce que l'on pourrait effectivement gérer. Il fallait donc fixer un délai et procéder à la sélection des candidats à un moment donné. Le délai de six semaines proposé par le Président devrait être amplement suffisant.

Le Président a dit que, selon ce qu'il croyait comprendre, le représentant des Etats-Unis ne contestait pas le calendrier, mais signalait qu'à un certain moment les Etats-Unis voudraient peut-être une certaine flexibilité en la matière.

Le représentant du Canada a appuyé la déclaration faite par la Communauté. On pouvait comprendre qu'il puisse être nécessaire d'assortir un calendrier d'une certaine flexibilité. Cependant, une fois constitué, l'Organe d'appel aurait encore beaucoup à faire pour établir ses procédures de travail et être prêt pour la première affaire qui pourrait lui être soumise rapidement. Il ne fallait donc pas attendre trop longtemps.

Le représentant de l'Inde a fait observer que l'article 17:3 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends indiquait clairement le type de qualifications que devaient avoir les membres de l'Organe d'appel, à savoir que "l'Organe d'appel comprendra des personnes dont l'autorité est reconnue, qui auront fait la preuve de leur connaissance du droit, du commerce international et des questions relevant des accords visés en général". Il a estimé, comme les Etats-Unis, qu'il fallait chercher des personnes ayant différents types de qualifications. Il a approuvé également le délai proposé par le Président.

Le Président a proposé d'approuver les délais indicatifs qui continueraient de faire l'objet d'un examen car, de l'avis général, il était urgent de mener à bien le processus, ce qui exigeait un délai. Il a signalé que les recommandations du Comité préparatoire sur l'établissement de l'Organe d'appel et le personnel de soutien que le Conseil général avait approuvées le 31 janvier 1995 en adoptant le rapport du Comité préparatoire dans son ensemble avaient été suivies. Si nécessaire, ces questions seraient encore examinées.

L'Organe de règlement des différends a pris note des déclarations et a approuvé les propositions dont le Président avait donné lecture.

Le Président a dit qu'à une date appropriée le Président de l'ORD consulterait les Membres des organes de l'OMC afin d'avoir leur avis sur les procédures de travail de l'Organe d'appel.

4. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux

Le Président a rappelé que, conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, le Secrétariat tiendrait une liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales parmi lesquelles les membres des groupes spéciaux pourraient être choisis selon qu'il serait approprié. Cette liste indicative devait constituer une liste intégrée, comprenant les noms qui figuraient sur la liste établie dans le cadre du GATT de 1947 ainsi que tous autres noms proposés par les gouvernements. La liste devait également indiquer les domaines spécifiques d'expérience ou de compétence des personnes en question dans les secteurs ou les questions couverts par les accords visés. La liste, établie le 30 novembre 1984, qui figurait dans le document L/7493 du 23 juin 1994 et Add.1 du 25 juillet 1994, contenait les noms de personnes sans attaches avec des administrations nationales. De nouveaux noms avaient été ajoutés à la liste depuis 1984 mais les curriculum vitae n'étaient pas à jour. Dans le cadre de ce processus, les gouvernements étaient invités à réviser et à mettre à jour la liste telle qu'elle existait au 1er janvier 1995, y compris en fournissant des curriculum vitae à jour concernant les personnes dont le nom figurait sur cette liste. La liste établie dans le cadre du GATT de 1947 serait révisée sur confirmation écrite, adressée au Secrétariat, des noms proposés précédemment par les gouvernements qu'il fallait maintenir, avec les curriculum vitae mis à jour le cas échéant. Les noms qui ne seraient pas confirmés ne figureraient pas sur la liste révisée qui ferait partie intégrante de la liste indicative. Le Président a proposé que les communications relatives à la liste indicative soient adressées d'ici à

la mi-juin 1995. Il a proposé également que la liste indicative soit révisée périodiquement, par exemple tous les cinq ans.

Le représentant des Etats-Unis a dit que le gouvernement de son pays considérait qu'il fallait encore réfléchir à un certain nombre de questions de procédure avant de procéder de manière efficace à l'établissement de la liste indicative. Sa délégation souhaitait par exemple examiner avec les délégations et le Secrétariat: i) la nature des renseignements qui devraient être communiqués pour appuyer l'inscription de personnes sur la liste; ii) si l'ORD voudrait étudier ces inscriptions à la lumière des renseignements reçus et, dans l'affirmative, dans quel délai et selon quel processus il devrait le faire; et iii) s'il faudrait prévoir des procédures pour retirer des noms de la liste indicative. La délégation des Etats-Unis considérait qu'un examen plus normalisé des noms que les Membres suggéraient d'inclure sur la liste indicative accroîtrait la confiance dans le système de règlement des différends. En outre, les Membres devraient être encouragés à désigner des fonctionnaires en poste dans les capitales ainsi que des personnes en poste à Genève. Cela élargirait beaucoup la base de compétences auxquelles l'ORD pourrait faire appel pour composer les futurs groupes spéciaux. L'intervenant a proposé que le Président de l'ORD mène des consultations avec les délégations intéressées dès que possible afin d'échanger des vues sur les questions susmentionnées et sur des sujets connexes et d'établir un ensemble pratique de procédures. Les Etats-Unis étaient prêts à communiquer par écrit leurs observations avant ces consultations si le Président de l'ORD le souhaitait. L'intervenant a signalé également que, si le Mémoire d'accord sur le règlement des différends prévoyait une forme de liste complète, la Décision ministérielle sur les différends surgissant dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) exigeait une liste distincte de personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux. Il serait donc très utile d'avoir une méthode permettant de distinguer facilement les personnes ayant les qualifications requises pour les différends relevant de l'AGCS (par exemple une liste distincte), étant donné que seules ces personnes pleinement autorisées seraient choisies comme membres des groupes spéciaux.

Le représentant de la Tunisie a dit que le délai, allant jusqu'à la mi-juin 1995, qu'il était proposé de donner aux délégations pour réviser les noms figurant sur la liste et suggérer de nouveaux noms était insuffisant et il a suggéré de le prolonger de 12 mois de manière qu'un plus grand nombre de personnes, provenant de différentes régions, figure sur la liste indicative. Il a estimé par ailleurs que le délai de cinq ans pour la révision de la liste serait trop long et il a suggéré de le ramener à deux ou trois ans.

Le représentant de la Norvège a dit que, bien que la liste en question ait un caractère indicatif, le délai de cinq ans entre chaque révision était trop long. Son pays préférerait un délai de trois ans. Il appuyait également la proposition faite par les Etats-Unis afin que des consultations informelles aient lieu sur les questions relatives à la liste indicative.

L'Organe de règlement des différends est convenu que la question de la liste indicative devait être encore examinée et a autorisé son Président à procéder à de nouvelles consultations informelles à ce sujet.

5. Malaisie - Prohibition des importations de polyéthylène et de polypropylène  
- Recours de Singapour à l'article XXIII:1 du GATT de 1994 (WT/DS1/1)

Le Président a appelé l'attention sur la communication de Singapour figurant dans le document WT/DS1/1.

Le représentant de Singapour a rappelé que le gouvernement de son pays avait demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement malaisien au titre de l'article XXIII:1 du GATT de 1994 au sujet de la prohibition des importations de polyéthylène (positions 3901.10 000 et 3901.20 000

du SH) et de polypropylène (positions 3902.10 300 et 3902.30 000) que le gouvernement malaisien avait instituée et maintenue en vertu du Décret douanier de 1994 (Prohibition des importations) (Amendements) (n° 5) (WT/DS1/1). Ces prohibitions avaient été imposées le 7 avril 1994, à moins qu'une licence d'importation ou un permis agréé n'ait été obtenu auprès du Directeur général des douanes. Ces mesures étaient contraires aux obligations incombant à la Malaisie en vertu de l'Accord instituant l'OMC, entre autres les articles X et XI du GATT de 1994 et l'Accord sur les procédures en matière de licences d'importation. Singapour avait déjà fait part de ses graves préoccupations concernant les restrictions appliquées par la Malaisie à l'importation de résines plastiques, qui étaient pour Singapour une grave question à régler d'urgence. Depuis l'imposition des prohibitions à l'importation, les exportateurs et fabricants de polyéthylène et de polypropylène de Singapour avaient été gravement affectés. Compte tenu de l'échec de ses précédentes démarches, Singapour avait demandé, conformément à l'article XXIII:1 et au paragraphe 3 de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, l'ouverture de consultations avec la Malaisie en vue d'arriver à un règlement satisfaisant de la question. Les consultations au titre de l'article XXIII:1 devaient avoir lieu du 13 au 15 février 1995. Au cas où ces consultations n'aboutiraient pas à un règlement satisfaisant de la question, Singapour se réservait le droit de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article XXIII:2 du GATT de 1994.

Le représentant de la Malaisie a confirmé que son pays était prêt à engager des consultations bilatérales avec Singapour entre le 13 et le 15 février 1995. Malgré ce différend commercial entre les deux pays, les pays de l'ANASE restaient liés par leur attachement commun au système multilatéral de règlement des différends. L'intervenant a exprimé l'espoir que les consultations bilatérales permettraient de régler le problème à l'amiable.

L'Organe de règlement des différends a pris note des déclarations et du fait que les parties poursuivaient leurs consultations.

6. Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules

- Demande de consultations avec les Etats-Unis présentée par le Venezuela au titre de l'article XXIII:1 du GATT de 1994 (WT/DS2/1)

Le représentant du Venezuela, intervenant au titre des "Autres questions", a rappelé que, le 11 janvier 1995, le Venezuela avait retiré sa demande de consultations au titre de l'article XXIII:2 du GATT de 1947 au sujet de la Réglementation sur l'essence nouvelle formule adoptée par l'Agence pour la protection de l'environnement des Etats-Unis. Le 20 janvier 1995, le Venezuela avait demandé l'ouverture de consultations avec les Etats-Unis. Cette demande, distribuée ultérieurement sous la cote WT/DS2/1, était présentée au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994, de l'article 14.1 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Les Etats-Unis avaient répondu favorablement à la demande du Venezuela et les consultations se tiendraient au cours des prochaines semaines.

Le représentant du Brésil a dit que le gouvernement de son pays appuyait la demande du Venezuela concernant l'ouverture de consultations avec les Etats-Unis et se réservait le droit de participer au groupe spécial, si celui-ci était établi, en qualité de tierce partie intéressée.

L'Organe de règlement des différends a pris note des déclarations.

Réunions futures de l'Organe de règlement des différends

Avant de clore la réunion, le Président a soulevé deux points concernant les réunions futures de l'Organe de règlement des différends. Premièrement, comme le prévoyaient les règlements intérieurs du Conseil général et de l'Organe de règlement des différends, figurant dans le document PC/IPL/9,

les réunions de l'Organe de règlement des différends seraient convoquées conformément à la règle des dix jours, c'est-à-dire qu'elles seraient convoquées par le Directeur général au moyen d'un avis qui paraîtrait dix jours civils au moins avant la date fixée pour la réunion. Il y avait lieu de noter en outre qu'une liste des points dont l'inscription à l'ordre du jour était proposée serait communiquée aux Membres avec la convocation pour la réunion. Tout Membre aurait la faculté de proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour jusqu'au jour, non compris, où l'avis annonçant la réunion devrait paraître. Deuxièmement, le Président a appelé l'attention sur la question de la fréquence des réunions de l'Organe de règlement des différends. Il apparaissait que, pour que l'Organe fonctionne avec le maximum d'efficacité, tout en respectant les disciplines et les délais établis dans le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les réunions de l'Organe de règlement des différends devraient avoir lieu régulièrement. On pourrait établir un calendrier provisoire prévoyant que ces réunions se tiendraient toutes les six semaines, avec la flexibilité nécessaire pour tenir compte des circonstances exceptionnelles. Des consultations auraient lieu prochainement à ce sujet. Le Président a proposé que la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends se tienne pendant la deuxième moitié du mois de mars 1995.

L'Organe de règlement des différends a pris note de cette information.